

ENQUÊTE

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Ouagadougou vient une nouvelle fois d'être frappé par un attentat. En mars, « Le Monde Afrique » avait pris le pouls du nord du pays, soumis à la menace djihadiste.

LE MONDE Le 09.04.2017 à 18h58 • Mis à jour le 14.08.2017 à 12h40

Réagir

Ajouter



Dimanche 13 août, la capitale du Burkina Faso a été frappée par un attentat visant un café-restaurant qui a fait au moins 18 morts et une dizaine de blessés. Cette attaque rappelle celles du 15 janvier 2016 à Ouagadougou, qui laissèrent les Burkinabés sans voix, abasourdis, profondément choqués. Eux qui regardaient avec tristesse leurs frères maliens et nigériens compter leurs morts mais se pensaient épargnés, eux qui voyaient le terrorisme de loin, comme un phénomène réservé aux autres, comprirent qu'il avait désormais franchi leurs

frontières.

Lire le premier épisode La province du Soum désertée par les enseignants

Il y a eu le temps du déni, puis celui de l'acceptation. Face à la multiplication des attaques de postes de sécurité dans le nord du pays, courant 2016, les Burkinabés ont dû se rendre à l'évidence. Il allait désormais falloir composer avec la menace terroriste.

Mais à l'époque, les « hommes intègres » n'ont pas encore totalement ouvert les yeux. Pour eux, il est impossible que certains de leurs compatriotes aient participé, de près ou de loin, à ces entreprises funestes ayant tué 70 personnes depuis 2015, selon le ministère de la sécurité. Depuis toujours, le Burkina Faso est salué pour son pacifisme et pour la cohabitation parfaite entre les différentes confessions. Du jamais-vu en Afrique de l'Ouest. Et les Burkinabés tiennent à cette réputation.

Entre peur et espoir

Las, après le temps de l'acceptation est venu celui de la peur. Fin 2016, le peuple assiste, impuissant, à la création du premier groupe terroriste burkinabé de l'Histoire : Ansaroul Islam. Dans le nord-ouest du pays, le groupe d'Ibrahim Malam Dicko sème la terreur. Il tente d'imposer sa loi, allant jusqu'à entrer dans les écoles pour menacer les enseignants. La psychose s'installe.

Lire aussi : Deux commissariats attaqués dans le nord du Burkina Faso

Le pays est à la croisée des chemins. Les nouvelles autorités, élues en décembre 2015, tentent de composer avec cette nouvelle donne qui menace de faire basculer le Nord. Mais au Burkina Faso, les idées extrémistes prônées par les terroristes seront difficiles à ancrer dans les esprits. Le modèle de tolérance religieuse et de fraternité si propre à la « patrie des hommes intègres » résiste, grâce à des initiatives favorisant le dialogue entre les religions.

En mars, notre correspondante Morgane Le Cam s'est rendue dans le Nord, à Dori et à Ouahigouya, pour rencontrer les témoins de cette menace terroriste de plus en plus pressante, mais aussi les acteurs qui se battent au quotidien pour ne pas que le pays bascule. En six épisodes, *Le Monde Afrique* a décidé de raconter cette époque charnière, entre peur et espoir.

Le sommaire de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Episode 6 Quand les enfants terribles de Dieu et d'Allah font exploser de rire les Burkinabés

Episode 5 Au Sahel, musulmans et catholiques unis contre la guerre

Episode 4 Le rédacteur en chef d'une radio islamique en djihad contre le terrorisme

Episode 3 Comment est né Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso

Episode 2 « Ici, quand on a la peau claire, on est présumé terroriste »

Episode 1 « Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer ! »

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Dans le nord du Burkina Faso, pays longtemps épargné par le phénomène, la population vit désormais sous la menace djihadiste. Reportages et analyses.

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/09/le-burkina-faso-a-l-epreuve-du-terrorisme_5108561_3212.html#uMtQ5U0jB7p0RbOD.99

REPORTAGE

Les djihadistes aux enseignants du nord du Burkina : « Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer ! »

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (1/6). Après l'assassinat d'un des leurs, les 1 667 professeurs de la province du Soum ont pris la fuite.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)
LE MONDE Le 09.04.2017 à 18h51 • Mis à jour le 18.04.2017 à 06h45
[Réagir](#)
[Ajouter](#)



Des tableaux noirs portent encore des traces de craie, mais, face aux pupitres des maîtres, les petits bancs de bois sont vides. Dans le Soum, province du nord du Burkina Faso bordée par la frontière malienne, l'intégralité des 380 écoles ont été désertées en mars, privant de cours plus de 54 000 écoliers. Dans l'Oudalan, la province voisine, plus de 60 % des enseignants ont également fui, selon le ministère de l'éducation.

« MES COLLÈGUES ET MOI SOMMES PARTIS PRENDRE NOS AFFAIRES ET NOUS AVONS FUI. SUR LA ROUTE, C'ÉTAIT LA DÉBANDADE »

Tous avaient en tête un nom, devenu le funeste symbole de la montée du terrorisme qui endeuille la région du Sahel depuis des mois : Salif Badini. Le 3 mars, ce directeur de l'école de Kourfayel, une commune proche de Djibo, le chef-lieu du Soum, a été assassiné dans son établissement avec un parent d'élève. Le mouvement de panique a été immédiat. Dans les heures qui ont suivi, les 1 677 enseignants basés dans le Soum ont pris la fuite.

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Adama (le prénom a été changé), enseignant dans une école primaire près de Djibo, était en classe lorsqu'un de ses collègues lui a appris la nouvelle. Avec ce ton calme et ce sourire si caractéristiques de la pudeur des Burkinabés, il raconte : « *J'ai immédiatement libéré les élèves. Je ne leur ai rien expliqué, pour ne pas leur faire peur. Mes collègues et moi sommes partis prendre nos affaires et nous avons fui. Sur la*

route, c'était la débandade. Un cortège de motos. Personne ne causait, nous avions seulement peur. »

« Ne pas subir »

Les enseignants rencontrés pensent que si les terroristes les ciblent, c'est parce que certains d'entre eux ont participé à une formation à la police de proximité, en décembre 2016. Une opération organisée par le ministère de la sécurité et maladroitement médiatisée. *« C'était une façon de nous rassurer, mais ça a produit l'effet inverse. Cela nous a exposés et identifiés comme des collaborateurs des forces de sécurité. Et ce sont ces gens-là que les terroristes ciblent »*, dénonce Lassane (le prénom a été changé), enseignant dans une école primaire au sud de Djibo. Depuis, la majorité de la population du Nord préfère garder le silence pour être sûre de rester en vie.

« TU FAIS L'ÉCOLE DU BLANC, TU FORMES DES BANDITS, TU IRAS EN ENFER » MENACES REÇUES PAR LES PROFS DE LA PROVINCE DU SOUM.

Une fois la confiance installée, Adama accélère le débit : *« Je sais qu'il y a des gens qui se réjouissent de notre fuite. Des individus sont venus me voir pour me dire que je formais des bandits et que quand tu fais l'école du Blanc, tu n'es pas sûr d'aller au paradis, tu iras plutôt en enfer. »* Adama n'est pas le seul à avoir reçu des menaces. Déjà, avant la mort de Salif Badini, les enseignants de trois écoles ont vécu l'incursion d'hommes armés et encagoulés dans leurs établissements. *« C'était le 25 janvier, dans les écoles de Pétéga, de Lassa et de Pelem-Pelem, au nord de Djibo, précise Angéline Neya,*

directrice régionale de l'éducation au Sahel. *Les terroristes ont intimidé l'ordre aux enseignants de ne plus enseigner le français aux élèves. Seulement l'arabe et le Coran. »*

Lire aussi : De la naissance d'un nouveau « djihadistan » au Sahel

Une semaine plus tard, c'était au tour des enseignants du village de Kouyé d'être inquiétés. *« En plus de l'enseignement du Coran, ils ont exigé des collègues dames qu'elles portent le voile »*, précise un communiqué des syndicats de l'éducation publié la veille de l'assassinat de Salif Badini. Déjà, les cinq syndicats signataires demandaient aux autorités de *« prendre les mesures nécessaires pour assurer la quiétude des populations dans la zone sahélienne »*. Depuis, les ministères de l'éducation et de la sécurité sont allés à la rencontre des enseignants.

Le 24 mars, Simon Compaoré, le ministre de la sécurité, a évoqué la future mise en place d'un dispositif permettant de renforcer la sécurité du corps professoral. *« Je suis sûr que les gens vont commencer à rouvrir les classes, à enseigner dans la langue que nous utilisons aujourd'hui dans nos écoles pour ne pas subir le diktat des terroristes. Nous refusons d'être terrorisés »*, a déclaré le ministre, avec entrain et optimisme.

Lire aussi : Burkina Faso : le principal commanditaire de l'attentat de Ouagadougou identifié

« LES AUTORITÉS NOUS DEMANDENT DE NE PAS CÉDER À LA PSYCHOSE, MAIS AU FOND, ON SENT UN MALAISE »

Selon le ministère de l'éducation, tous les enseignants basés dans le Nord ont repris le travail début avril. Sur le terrain, la plupart des écoles ont effectivement été rouvertes. Mais selon plusieurs sources locales, au nord de Djibo, dans les villages proches de la frontière malienne, certains enseignants n'ont toujours pas repris le travail. « *Les autorités nous demandent de ne pas céder à la psychose et de rejoindre nos postes, mais au fond, on sent un malaise. Certains d'entre nous n'arrivent pas à prendre une décision ferme et vont tarder le pas* », assure l'un d'entre eux.

** Les prénoms ont été changés*

En savoir plus sur

http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/09/menaces-djihadistes-aux-enseignants-du-nord-du-burkina-tu-fais-l-ecole-du-blanc-tu-iras-en-enfer_5108556_3212.html

REPORTAGE

Etre Touareg au Burkina : « Ici, quand on a la peau claire, on est présumé terroriste »

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (2/6). Avec la montée de l'insécurité dans le nord du pays, le racisme grandit à l'égard des Touareg et des réfugiés maliens.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)

LE MONDE Le 10.04.2017 à 13h22

Réagir

Ajouter



C'est l'une des zones les plus fréquentées de Ouagadougou. Autour du grand marché de la capitale du Burkina Faso, les taxis et les motos jouent des coudes pour se frayer un passage entre les piétons. Cet après-midi du 24 mars, un homme d'origine touareg – une ethnie majoritairement implantée au Mali – descend d'un bus, devant un grand magasin de la place. Les regards des commerçants convergent immédiatement vers lui. Il a la peau claire, porte un turban beige et une veste large : c'est suffisant pour le considérer comme suspect. Présumé « coupable », il finira par être fouillé puis remis aux forces de sécurité. Faute de preuves, il sera vite relâché.

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Quelques minutes plus tard, sa photo est publiée sur la page Facebook d'une radio burkinabée. « *Regardez-le... Il me met dans tous mes états, ce que je ressens pour lui, c'est plus que de la haine.* » « *De vrais criminels.* » « *Belle action qui doit se généraliser.* » Les commentaires postés sous la photo en disent long sur un phénomène qui, depuis l'accélération du rythme des attaques terroristes dans le nord du Burkina Faso, prend de l'ampleur. Les Touaregs, ou « peaux claires », comme les appellent les Burkinabés, sont de plus en plus stigmatisés.

Délit de faciès

Touaregs, terroristes, réfugiés. La confusion est courante. Son origine est à chercher du côté de la guerre au Mali. Après le début des combats, en 2012, la population touareg a massivement fui en Mauritanie, au Niger et au Burkina Faso. Dans les deux camps de réfugiés du nord du pays, Mentao et Goudoubo, cette ethnie est aujourd'hui majoritaire, si bien que pour beaucoup de Burkinabés, Touaregs et réfugiés ne font qu'un.

Sur le front malien, un groupe indépendantiste touareg, le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNLA), a annoncé au début de la guerre son alliance avec l'organisation terroriste Ansar Dine pour lutter contre l'Etat. Il a fini par se rétracter, mais, dans les esprits de la sous-région, une autre assimilation est restée : celle entre Touaregs et terroristes.

Lire aussi : Un an après l'attentat de Ouagadougou, le point sur l'enquête

Le délit de faciès contre le Touareg interpellé à Ouagadougou est intervenu quelques heures après une conférence de presse du ministère de la sécurité annonçant qu'un commanditaire présumé des attentats de Ouagadougou, en janvier 2016, avait été identifié : Mimi Ould Baba Ould Cheikh, un nom malien à consonance touareg... La gendarmerie le présente comme un ancien pensionnaire du camp de réfugiés de Mentao. Un site immense, planté dans la province du Soum, parsemé de bâches blanches sous lesquelles sont encore réfugiés 12 300 Maliens. Selon nos informations, malgré des passages réguliers dans le camp de Mentao, Mimi Ould Baba Cheikh n'a jamais figuré sur la liste des réfugiés.

« MAINTENANT, QUAND IL Y A UNE ATTAQUE, LES GENS DISENT QUE CE SONT NOUS, LES RÉFUGIÉS »

Pour les autorités, ce site pose problème. « *Le camp est proche de la frontière malienne, les allers-retours des réfugiés sont difficiles à contrôler* », explique une source sécuritaire. Il y a six mois, un fils de réfugiés maliens installés à Djibo a été identifié sur une vidéo, kalachnikov à la main. Il était connu pour ses passages fréquents dans le camp de Mentao. Depuis cet

épisode, la crainte des autorités monte, les amalgames aussi. « *Maintenant, quand il y a une attaque, les gens disent que ce sont nous, les réfugiés. Nous sommes clairs et ils pensent que les terroristes sont forcément clairs* », regrette Aziz*, réfugié depuis 2012 à Dori, dans le nord-est du pays.

Chasse à l'homme

A quelques encablures de chez Aziz, Salif* s'apprête à faire le thé. Lui aussi est réfugié au Burkina Faso depuis 2012. Avec la recrudescence des attaques terroristes, il affirme également avoir vu monter un sentiment anti-« peau claire ». « *Nous, les Touareg, nous avons trois maladies. Deux que nous pouvons soigner, l'autre non. La maladie du turban, ça, on peut l'enlever. La maladie de la barbe, ça, on peut la raser. Mais la maladie de la peau blanche, ça, on ne peut rien y faire* », explique-t-il calmement, le regard baissé.

Lire aussi : Les djihadistes aux enseignants du nord du Burkina : « Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer ! »

Début mars, ce racisme a pris des proportions inquiétantes. A Djibo, épice de la menace terroriste qui endeuille la province du Soum depuis des mois, un appel à la chasse à l'homme a circulé sur les réseaux sociaux et dans les téléphones portables : « *A toute la population de Djibo, province du Soum, levez-vous comme un seul homme pour chasser les réfugiés touareg qui sont dans les environs de Djibo. Qu'ils retournent d'où ils viennent. C'est la guerre au Mali qui a fait que les autorités les ont accueillis et pourtant, ce sont les mêmes qui sont en train de faire du mal dans la région.* »

« CERTAINS ONT VOULU PARTIR, MAIS POUR ALLER OÙ ? NOUS SOMMES COINCÉS »

Sous les tentes du camp de Mentao, un vent de panique a soufflé. « *Nous avons eu très peur. Certains ont voulu partir, mais pour aller où ? Nous sommes coincés* », s'inquiète un réfugié. Face à l'insécurité qui persiste au Mali, les quelque 32 000 réfugiés au Burkina Faso attendent toujours de pouvoir rentrer chez eux. Avec la peur de voir leurs frères burkinabés céder de plus en plus à la facilité de la stigmatisation et de l'amalgame.

* Les prénoms ont été changés.

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/10/etre-touareg-au-burkina-ici-quand-on-a-la-peau-claire-on-est-presume-terroriste_5108935_3212.html#IH3s1xv6uxCs8lpH.99

RÉCIT

Comment est né Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (3/6). C'est après un séjour au Mali qu'Ibrahim Malam Dicko a fondé ce groupe. Aujourd'hui, il veut se rapprocher de l'Etat islamique.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)
LE MONDE Le 11.04.2017 à 13h11 • Mis à jour le 12.04.2017 à 12h45



Vendredi 16 décembre 2016. A Nassoumbou, une commune plantée dans les dunes de sables de la région du Sahel, douze militaires tombent sous les balles tirées par une trentaine d'hommes. Au Burkina Faso, jamais une attaque d'un poste de sécurité n'a fait autant de morts. Une semaine plus tard, les autorités découvrent, sur Facebook, une revendication portée par un groupe jusqu'alors encore inconnu : Ansaroul Islam.

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Le message est signé par un certain Ibrahim Malam Dicko. Dans les bureaux de l'état-major de l'armée, on sonne l'alerte. Ce nom typique de l'ethnie peule ne leur est pas étranger. « *Depuis deux ou trois ans, nous suivons des prêcheurs radicaux burkinabés. C'est comme cela que nous avons entendu parler de Malam* », explique une source au sein de la gendarmerie. Les autorités comprennent qu'elles viennent d'assister à la naissance du premier groupe terroriste burkinabé de l'Histoire.

Assassinat de personnes suspectées de collaborer avec l'Etat, menaces dans les écoles, attaques contre les postes de sécurité... Depuis le début de l'année, Ansaroul Islam fait monter la pression dans le nord du Burkina Faso. « *Nous n'arrivons pas à maîtriser leur capacité de nuisance, car nous avons laissé trop de temps s'écouler* », avoue un haut gradé.

Un homme « pieux » et « discret »

A Djibo, chef-lieu de la province du Soum, Malam est connu depuis des années. C'est un enfant de la province, il est intégré. Il est né dans les environs de Soboulé, un village situé au nord de Djibo, à une poignée de kilomètres de la frontière

maliennne. Passé par l'école républicaine classique puis par l'école coranique, au Burkina Faso puis à l'étranger, il a épousé la fille d'un des grands imams de Djibo.

Lire aussi : Le nord du Burkina Faso sous la menace d'un nouveau groupe terroriste

Malam est considéré comme un homme « *pieux* » et « *discret* ». Alors quand il crée Al-Irchad, une association pour la promotion de l'islam, la population de Djibo approuve, le gouvernement aussi. En juillet 2012, l'Etat délivre à Al-Irchad un récépissé officiel. Malam crée son école coranique, donne des prêches dans sa mosquée et sur les ondes de la LRCD et de la Voix du Soum, deux radios locales.

AU DÉPART, SON DISCOURS, DÉCRIT COMME « TOLÉRANT » ET « ÉGALITARISTE », SÉDUIT.

Lors de ses interventions, les valeurs qu'il défend sont bien loin des idées terroristes qu'il prône aujourd'hui. Son discours, décrit comme « *tolérant* » et « *égalitariste* », séduit. « *Malam a exploité des tensions latentes. A la radio, il mettait les Peuls et les Rimaïbé sur un pied d'égalité, en disant qu'il ne fallait pas faire de différence entre nous, que nous étions tous frères* », relate un Peul de Djibo.

Les Rimaïbé, descendants des esclaves faits par les Peuls au lendemain de leur conquête du Soum, au XVII^e siècle, sont majoritaires dans la province. Les trois chefferies coutumières peules, détentrices du pouvoir, continuent d'entretenir l'idée que les Rimaïbé restent leurs esclaves. Aussi, avec son discours égalitariste, Malam s'est-il attiré les faveurs des Rimaïbé. « *Mais la chefferie a commencé à voir Malam comme quelqu'un*

qui venait disperser leur troupeau. Elle a senti qu'il était en train de mettre du sable dans leur couscous », analyse une source sécuritaire locale.

« L'élève veut dépasser le maître »

En 2015, Malam est de plus en plus isolé dans son fief. Il entreprend un voyage au Mali. Il sera arrêté par les forces françaises en septembre, avant d'être relâché mi-2016. De retour à Djibo, il a changé de discours. Malam s'est radicalisé. Au sein d'Al-Irchad, son extrémisme passe mal auprès de la majorité. Lui et ses plus fervents partisans décident de s'en extraire pour créer leur propre groupe : Ansaroul Islam.

Lire aussi : Les djihadistes aux enseignants du nord du Burkina : « Tu fais l'école du Blanc, tu iras en enfer ! »

Plusieurs sources estiment qu'ils ne sont qu'une centaine à être venus grossir les rangs du groupe local. Ansaroul Islam commence à intimider la population, interrompant des mariages et des baptêmes qu'ils jugent trop fastueux. « *Nous avons pris cela comme un deuil*, raconte timidement un habitant de Djibo. *Nous ne sommes pas pour mais personne ne dit rien, par peur.* »

**MALAM VEUT FAIRE RECULER L'ETAT
DANS LE NORD ET RÊVE DE VOIR
RENAÎTRE LE ROYAUME PEUL DU
MACINA**

Car l'un des axes de la stratégie du groupe est d'éliminer les Burkinabés qui s'opposent à leurs pratiques et les intermédiaires qui collaborent avec l'Etat. Malam veut faire reculer l'Etat dans le Nord et rêve de voir renaître le royaume peul du Macina, fondé au début du XIX^e siècle par Sékou Amadou, un illustre marabout.

Un dessein qu'il partage avec celui que l'on présente comme son maître, le prêcheur malien Hamadoun Koufa, fondateur du Front de libération du Macina (FLM), un groupe affilié à Ansar Dine. Mais depuis quelques mois, les deux hommes se sont éloignés. « *L'élève tente de dépasser le maître. Cela n'a pas plu à Koufa* », résume une source sécuritaire.

De son côté, Malam désapprouve la décision de Koufa de s'être rallié au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans, une nouvelle coalition dont la naissance a été annoncée le 1^{er} mars. Présidée par Iyad Ag Ghali, fondateur d'Ansar Dine, elle regroupe les grands pontes du terrorisme ouest-africain, d'Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) à Al-Mourabitoune.

Une alliance avec l'EI ?

« *Malam cherche à se rapprocher de l'Etat islamique [EI]* », poursuit notre source militaire. Depuis l'été dernier, la branche ouest-africaine de l'EI, dirigée par Adnane Abou Walid Al-Sahraoui et baptisée Etat islamique dans le Grand Sahara (EIGS), a multiplié les percées en territoires burkinabé et nigérien. L'alliance avec un groupe local tel qu'Ansaroul Islam lui permettrait de renforcer ses appuis. « *Si les deux groupes cherchent vraiment à s'unir, ils vont vouloir faire un gros coup pour annoncer leur alliance* », craint un haut gradé.

Lire aussi : Attaque meurtrière contre l'armée dans le centre du Mali

Depuis quelques semaines, les renforts militaires promis depuis des mois par le gouvernement commencent à arriver dans le nord du Burkina Faso. Cette présence militaire renforcée a rassuré les populations de la zone. A Ouagadougou et dans les autres grandes villes burkinabées, le doute s'est au contraire installé. Certains pensent que l'action gouvernementale a réellement fait perdre du terrain aux terroristes, d'autres craignent que cette éclaircie ne soit que le calme avant la tempête.

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/11/comment-est-ne-ansaroul-islam-premier-groupe-djihadiste-de-l-histoire-du-burkina-faso_5109520_3212.html#TmEd6bFRTTZuB8C1.99

PORTRAIT

Au Burkina, le rédacteur en chef d'une radio islamique en djihad contre le terrorisme

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (4/6). Sur Radio Solidarité, à Ouahigouya, Abdoul Karim Sawadogo lutte contre une interprétation dévoyée du Coran.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)
LE MONDE Le 12.04.2017 à 12h40 • Mis à jour le 12.04.2017 à 12h44

Réagir
Ajouter



Au-dessus de la porte du studio A, l'ampoule rouge s'est allumée. L'émission « Bangré Vuim », (« Comment vivre avec l'autre », en langue locale) va bientôt commencer. Ordinateur à la main, Abdoul Karim Sawadogo pousse la porte capitonnée bleue et s'engouffre dans la salle. Ce lundi 20 mars, le rédacteur en chef de Radio Solidarité, une radio islamique siégeant à Ouahigouya, dans le nord du Burkina Faso, a invité un prêtre, un imam, un pasteur et un représentant de la société civile à débattre autour des questions sécuritaires. Quelques heures plus tôt, le détachement militaire de Nassoumbou a été attaqué. Pour le journaliste de 31 ans, en parler est une nécessité.

Lire aussi : Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

« Au début, nos émissions traitaient surtout de cohésion sociale. Mais l'an dernier, le terrorisme a commencé à dominer l'actualité. J'entendais beaucoup de Burkinabés accuser l'islam. Or le Coran n'a jamais dit qu'il fallait commettre des actes terroristes ! J'ai donc modifié la ligne éditoriale de la radio pour sensibiliser les auditeurs à ces questions », raconte Abdoul Karim Sawadogo quelques minutes avant le lancement de « Bangré Vuim ». C'est ce programme, créé en 2014, qui a propulsé le journaliste ivoiro-burkinabé à la tête de Radio Solidarité. Depuis, l'émission est diffusée en direct chaque lundi soir dans toute la région du Nord.

Lutter contre les amalgames

Créée en 2009, Radio Solidarité est la seule radio islamique de tout le nord du Burkina Faso, majoritairement musulman. Pour le rédacteur en chef, donner le point de vue de l'islam sur le terrorisme, expliquer aux musulmans ce que dit vraiment le Coran et ce qu'est réellement le djihad est devenu un devoir afin de lutter contre les amalgames et la radicalisation qui

monte dans le nord du pays.

L'initiative est unique. Ces derniers mois, les radios locales burkinabées ont davantage été une source d'inquiétude que d'espoir pour les autorités. Certains prêches d'imams au discours radical, diffusés en direct sur les ondes, ont posé problème. Comme à Djibo, fief du groupe terroriste Ansaroul Islam, à une centaine de kilomètres au nord-est de Ouahigouya : le Burkinabé Ibrahim Malam Dicko, fondateur d'Ansaroul Islam, prêchait sur les radios locales La Voix du Soum et LRCD. Depuis, le Conseil supérieur de la communication a interdit les prêches en direct.

Lire aussi : Comment est né Ansaroul Islam, premier groupe djihadiste de l'Histoire du Burkina Faso

En décembre 2016, Abdoul Karim Sawadogo a été confronté à ce problème : « *Un prêcheur m'a demandé de passer en direct. J'ai dit non. Il a vraiment insisté, il voulait payer 150 000 francs CFA [229 euros] la demi-heure. Je lui ai proposé de l'enregistrer avant de le diffuser, mais il n'a pas accepté. Que voulait-il bien pouvoir dire en direct sur ma radio ?* » s'interroge-t-il lors de la pause de l'émission.

« LES TERRORISTES N'AIMENT PAS LA BIÈRE, IL PARAÎT QU'ILS VONT ATTAQUER LES MAQUIS DE OUAHIGOUYA »

Autour de lui, les invités se lèvent, le visage perlant de sueur, pour prendre l'air avant la reprise. Dans le studio, la température avoisine les 50 °C. L'ambiance décontractée tranche avec l'atmosphère tendue qui règne à Ouahigouya. Depuis quelques semaines, la peur a gagné la ville. Les Caraïbes, L'Escale +, Le Lingot... Au bord du goudron, les

maquis sont moins remplis qu'à l'ordinaire. « *Les terroristes n'aiment pas la bière, il paraît qu'ils vont attaquer les maquis de Ouahigouya maintenant* », lâche un passant rencontré à quelques mètres du siège de la radio.

Abdoul Karim Sawadogo, lui, refuse de céder à la psychose malgré les menaces lancées à l'encontre de certains journalistes. En décembre 2016, vers Djibo, un animateur d'une radio locale a été menacé en direct par un auditeur parce qu'il avait osé parler de planification familiale. Depuis, ce sujet n'est plus abordé sur les ondes. « *Beaucoup de gens m'ont alerté, m'ont dit de ne plus parler de certains sujets, surtout du terrorisme, car je risquais d'être attaqué. Mais je ne crains que Dieu* », clame-t-il en se dirigeant dans la vaste cour abritant le siège de Radio Solidarité.

« Construire la paix »

C'est ici qu'il a grandi, dans cet immense complexe islamique baptisé « Cité des sciences ». Né en Côte d'Ivoire de parents burkinabés partis de l'autre côté de la frontière pour cultiver le cacao, Abdoul Karim Sawadogo a quitté les siens à l'âge de 9 ans pour s'installer à Ouahigouya. Le cheikh fondateur de la Cité des sciences l'a recueilli.

« *Mon père ne voulait pas que je reste en Côte d'Ivoire à travailler dans les champs. Il disait que si je ne m'éloignais pas de lui, je ne pourrais jamais aller à l'école. Il m'a envoyé au Burkina Faso parce qu'il m'aimait* », confie-t-il avec émotion, en s'asseyant au pupitre de l'une des salles de l'école franco-arabe jouxtant le siège de la radio. C'est sur ce banc qu'il a fait ses classes. Assidu en cours, il est vite devenu le protégé du directeur. « *J'étais comme son fils. Il a cru en moi* », poursuit-il, les yeux brillants.

Lire aussi : Etre Touareg au Burkina : « Ici, quand on a la peau claire, on est présumé terroriste »

Aujourd'hui, Abdoul Karim Sawadogo est à la tête d'une équipe de dix personnes et a développé un réseau de correspondants présents dans les 45 provinces du Burkina Faso. *« J'aimerais faire plus, créer d'autres émissions pour exprimer le point de vue de la religion sur l'actualité. Mais nous manquons de moyens »*, regrette-t-il en refermant la porte capitonnée du studio A.

**« ANIMISTES, CHRÉTIENS, MUSULMANS...
NOUS PRIONS ET NOUS VIVONS NOS
PROBLÈMES ENSEMBLE »**

Derrière lui, le pasteur, l'imam et le prêtre échangent des accolades. L'émission est terminée. Les responsables religieux se connaissent bien, c'est la deuxième fois qu'ils participent à « Bangré Vuim ». *« Animistes, protestants, catholiques, musulmans... Nous prions et nous vivons nos problèmes ensemble, comme les enfants d'un même père et d'une même mère, soutient l'imam. Je suis très content d'avoir participé à cette émission. Elle nous permet de faire comprendre aux Burkinabés que les religions ne sont pas là pour se faire la guerre, mais pour construire la paix. »*

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/12/au-burkina-faso-le-redacteur-en-chef-d-une-radio-islamique-en-djihad-contre-le-terrorisme_5110178_3212.html#Bsg2PhgU7bUbelCW.99

REPORTAGE

Au Sahel burkinabé, musulmans et catholiques unis contre la guerre

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (5/6). Depuis 1969, l'Union fraternelle des croyants de Dori se réunit chaque mois pour préserver le dialogue interreligieux.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)

LE MONDE Le 13.04.2017 à 12h32

Réagir

Ajouter



Un prêtre à la mosquée. Une scène fréquente à Dori, « la capitale du Sahel burkinabé », comme on surnomme cette commune à partir de laquelle se dressent les dunes de sables du nord-est du pays. Ce lundi 20 mars, le père Paul Ramdé est attendu. Sous le vaste hangar de tôle ombrageant la cour de la grande mosquée, une dizaine de musulmans entament la prière. Le père Ramdé se fraye une place sur les nattes et tapis couvrant l'asphalte et tend les paumes vers le ciel, lui aussi.

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Catholiques, musulmans... Ici, pas de distinction, bien au contraire. Les deux communautés religieuses se sont alliées. Depuis 1969, l'Union fraternelle des croyants (UFC) de Dori regroupe 25 catholiques et 25 musulmans, sous la présidence actuelle de Paul Ramdé. « *La recherche de Dieu diffère en fonction des religions, mais nous avons tous le même objectif : gagner la paix. Cette différence est une richesse dont nous devons parler afin de mieux vivre ensemble* », dit l'imam de la grande mosquée.

Des mots qui pèsent lourd

Sur son tapis de prière rouge et or, Mamoudou Yaya Cissé entame le dialogue. Comme chaque mois depuis bientôt cinquante ans, l'UFC se réunit pour échanger, débattre et trouver des solutions afin de préserver le dialogue interreligieux. Avec la montée de la menace terroriste dans le nord du Burkina Faso, ces assemblées sont devenues une nécessité pour les membres de l'UFC.

« CES GENS QUI METTENT L'ISLAM EN AVANT POUR FAIRE LEUR GUERRE SONT DES MENTEURS »

Depuis 2015, une vingtaine d'attaques ont été perpétrées le long de la frontière malienne, entraînant la mort de plus de 70 personnes, selon le ministère de la sécurité. Des événements qui ont injustement braqué les projecteurs sur les musulmans. « *Depuis ces attaques, on fait de la sensibilisation lors des prêches, afin que tout le monde sache que la religion, ce n'est pas la guerre. Ces gens qui mettent l'islam en avant pour faire leur guerre sont des menteurs* », explique calmement Mamoudou Yaya Cissé.

A sa droite, Paul Ramdé acquiesce. Dans la région du Sahel, plus de 95 % de la population est de confession musulmane, selon les chiffres de l'UFC. Les mots des imams pèsent lourd et ont une grande influence sur les fidèles. Alors l'union communique, inlassablement, ses messages de paix pour toucher un maximum de croyants.

Lire aussi : Au Burkina, le rédacteur en chef d'une radio islamique en djihad contre le terrorisme

Mais l'UFC n'existe qu'à Dori et Gorom-Gorom, une commune située un peu plus au nord. « *A Djibo, là où la menace terroriste est concentrée, il n'y a pas d'organisation qui permette aux différentes communautés religieuses de se réunir pour parler. Ça ne facilite pas les choses...* » regrette Paul Ramdé. Aujourd'hui, la menace est trop grande pour permettre à l'UFC d'y implanter une antenne.

Cinq écoles de la paix

Déjà en 2014, l'UFC de Gorom-Gorom a dû suspendre une de ses activités à cause de l'insécurité persistante au Mali voisin. Tous les deux ans, des jeunes catholiques et musulmans sillonnaient pendant quelques jours les pays limitrophes à bord d'un bus. « *L'objectif de cette caravane pour la paix était de montrer que le dialogue entre les religions est possible. Mais nous avons dû arrêter, les jeunes étaient trop exposés* », soupire Monseigneur Carlos, président de l'UFC de Gorom-Gorom.

« *Mais nous avons créé des Dudal Jam* », complète Paul Ramdé. En fulfuldé, la langue de l'ethnie peul, « Dudal Jam » signifie « école de la paix ». Aujourd'hui, cinq centres disséminés dans le pays permettent aux jeunes volontaires d'apprendre et d'échanger autour des notions de paix, de tolérance et de différence.

Lire aussi : Etre Touareg au Burkina : « Ici, quand on a la peau claire, on est présumé terroriste »

« *Il faut que nous continuions à nous parler, à nous concerter* », poursuit l'imam. Les mains posées sur son boubou bleu aux bordures d'or, il se lève, après avoir répété une dernière fois son message : « *Seul le dialogue et l'information permettront de prévenir les violences.* » Le soleil est au zénith, il est temps de clore la réunion : 13 heures approche, l'heure pour les musulmans d'aller prier.

En savoir plus sur

http://abonnes.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/13/au-sahel-burkinabe-musulmans-et-catholiques-unis-contre-la-guerre_5110787_3212.html

REPORTAGE

Quand les enfants terribles de Dieu et d'Allah font exploser de rire les Burkinabés

Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme (6/6). Pour désamorcer les tensions religieuses, les humoristes ivoiriens Zongo et Tao s'en donnent à cœur joie.

Par Morgane Le Cam (contributeur Le Monde Afrique, Ouagadougou)

LE MONDE Le 14.04.2017 à 12h41

Réagir

Ajouter



Autorités coutumières et religieuses, hommes politiques et intellectuels burkinabés, organisations internationales et scientifiques : le 7 mars, une centaine de personnalités étaient réunies dans la salle de conférence de Ouaga 2000, quartier huppé de la capitale burkinabée. Les visages sont tirés et les yeux fatigués ; on entendrait une mouche voler. Depuis cinq jours, ils assistent au Symposium international de Ouagadougou sur le dialogue interreligieux et interculturel. Une succession de conférences de spécialistes explorant des pistes afin de préserver et consolider la paix.

Présentation de notre série Le Burkina Faso à l'épreuve du terrorisme

Pour réveiller les esprits, une « *animation humoristique* » est proposée. Face à l'imposant pupitre où siègent les dirigeants du colloque, deux hommes montent sur scène. « Mareshal Zongo » joue un musulman, « Tao Le Sapeur » un catholique.

***Tao :** Vous, les musulmans, vous êtes incertains. Chez nous, les dates des cérémonies sont connues à l'avance, planifiées depuis des millénaires : Pâques, Noël, la Toussaint... Mais vous, vous n'avez pas de précision dans votre affaire. Comme vous n'avez pas de date précise, vous comptez sur la nouvelle lune donc vous êtes toujours obligés de vous battre pour chercher la lune dans une bassine d'eau, comme des enfants...*

***Zongo :** Tu sais, la religion musulmane est une religion de suspense. C'est ça qui donne du piment à la fête. Vous là, espèces de féticheurs... Un petit menuisier de quartier prend deux morceaux de bois, un long, un court, et fabrique une croix. Vous, sans réfléchir, vous vous mettez à genoux devant en disant "Seigneur viens me sauver". Idolâtres... Le jour où Dieu va se rendre compte que vous le laissez pour prier devant des morceaux de bois, vous allez connaître la colère de Dieu.*

Tao : OK ! Et vous alors, quand vous allez à La Mecque, vous faites un footing autour de quelque chose là, c'est quoi ?

Dans l'assemblée, les corps se redressent et les éclats de rires retentissent franchement. « Les Enfants de Dieu », le sketch des humoristes ivoiriens Bernard Tao et Nestor Gole, fait réagir.

Lire aussi : Au Sahel burkinabé, musulmans et catholiques unis contre la guerre

« C'est une caricature d'un conflit opposant deux religieux, chacun pensant que sa religion est meilleure que celle de l'autre, explique Nestor Gole, alias Zongo. C'est une réalité. Aujourd'hui, musulmans et catholiques ont beaucoup de reproches à se faire mais ils n'osent pas le dire. Ça crée des tensions. »

« Toujours ensemble, jamais d'accord »

« Les Enfants de Dieu » naît en 2004, deux ans après le début de la crise ivoirienne. Les deux comédiens assistent à une opposition politique et religieuse sanglante entre le sud de la Côte d'Ivoire, à majorité chrétienne, et le nord, à majorité musulmane. « *Nous entendions beaucoup de discours haineux. Nous avons donc voulu faire un spectacle qui interpelle, illustrer ces discours et les caricaturer à travers ces deux personnages* », poursuit Nestor Gole.

Nestor Gole, c'est la « grande gueule » du duo. Une taille imposante et de longues dreadlocks qui tranchent avec l'allure et le caractère plus discret et réservé de son partenaire. Une complémentarité dans la vie qui colle avec leur slogan sur scène : Zongo et Tao, « toujours ensemble, jamais d'accord ».

Les deux hommes se sont rencontrés en 1996 sous les projecteurs de « Dimanche Passion », une émission télé ivoirienne consacrée à l'humour. Venant tous deux du théâtre, ils y participent avec leurs troupes respectives, Djeli Théâtre pour Zongo, Bébé Gâté pour Tao. « *Nous étions les VMC de nos troupes, c'est-à-dire les "Va me chercher ci ou ça", les personnes les moins importantes. Alors nous nous sommes dit : pourquoi ne pas nous mettre ensemble et créer un duo important ?* » rit Nestor Gole.

Lire aussi : Au Burkina, le rédacteur en chef d'une radio islamique en djihad contre le terrorisme

« Les Bons Voisins », « Côte d'Ivoire-Burkina, y'a quoi ? »... Vingt ans plus tard, Zongo et Tao ont une dizaine de spectacles à leur compte et vivent de leur passion. « Les Enfants de Dieu », leur dernière production, n'est pas prête de s'essouffler. Pour coller à l'actualité de la sous-région, dominée depuis des années par la montée du terrorisme, les deux humoristes ont fait évoluer les dialogues de ce sketch. Quitte à choquer.

Tao : Vous les musulmans, vous n'êtes pas unis. Je vais te citer deux groupes. Le premier, c'est ceux qui s'habillent en boubou blanc du matin au soir comme des saints, alors qu'on sait ce qu'ils font en bas. Le deuxième, c'est ceux qui s'habillent tout en noir, on dirait des ninjas. Mais arrêtez de faire peur aux gens, de traumatiser le monde ! A cause de vous, chaque fois qu'on voit quelqu'un en boubou avec une longue barbe c'est la panique. Le monde entier n'est plus tranquille parce que vous êtes partout en train d'endeuiller de pauvres innocents pour rien !

Dans le public, certains visages se crispent. Les humoristes seraient-ils allés trop loin ? « *On ne peut pas aborder un sujet aussi sensible sans qu'il y ait des gens qui s'opposent. Dans la salle, nous avons senti que des gens étaient blessés* », reconnaît timidement Bernard Tao.

« *Il y en a qui ne supportent pas ce qu'on fait, qui viennent nous menacer subtilement en nous disant "Attention, vous vous amusez avec ma religion". C'est idiot, car c'est une caricature,* défend Nestor Gole. *Nous ne disons pas que tous les musulmans sont comme ci et tous les catholiques comme ça. Nous disons simplement que dans les rangs, il y a des radicaux qui débordent. Et il faut en parler.* »

Dénoncer, informer, sensibiliser

Nestor Gole et Bernard Tao veulent faire de l'humour engagé. Dire tout haut ce que certains pensent tout bas afin de désamorcer les tensions. Depuis 2004, leur sketch a fait le tour de la sous-région, sur les planches des théâtres mais aussi dans le cadre d'opérations de sensibilisation.

Ces ateliers, organisés en partenariat avec des ONG, n'ont pas toujours été faciles à préparer. « *Certaines organisations n'ont pas voulu qu'on touche au problème de cette façon. Elles préféraient qu'on propose des solutions. Mais si on ne touche pas au problème, comment peut-on trouver des solutions ?* » s'interroge Nestor Gole.

Lire aussi : Observateur, l'humoriste ivoirien qui s'en prend aux terroristes

Dénoncer, informer, sensibiliser. Pour le duo, l'humour ne doit pas se limiter au rire et au ridicule. Il doit être utile et faire réfléchir le public. Aussi Zongo et Tao cherchent-ils à faire encore plus voyager leurs « Enfants de Dieu » à l'étranger pour sensibiliser un maximum de spectateurs. En parallèle, le duo travaille sur un nouveau spectacle : « Les Anciens et les Nouveaux ». Une thématique qui, au vu des différentes transitions politiques récemment intervenues dans la sous-région, devrait trouver un certain écho auprès du public.

En savoir plus sur

http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/04/14/quand-les-enfants-terribles-de-dieu-et-d-allah-font-exploser-de-rire-les-burkinabes_5111314_3212.html#fYm70EJ4kSfFgqIP.99